

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2008-104

AVIS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 2 octobre 2008,
par M. Patrice VERCHERE, député du Rhône

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 2 octobre 2008, par M. Patrice VERCHERE, député du Rhône, de la réclamation de M. B.D. concernant les conditions de son interpellation.

Elle a entendu M. B.D., ainsi que M. N.E., gendarme adjoint volontaire.

> LES FAITS

Le 6 avril 2008, vers 18h00, lors d'une fête de village, les gendarmes qui effectuaient une patrouille de surveillance générale, ont aperçu trois jeunes hommes dont le comportement laissait à penser qu'ils étaient en train de se bousculer et de se disputer.

L'un d'entre eux, M. B.D., qui avait consommé plusieurs verres d'alcool au cours de la journée et dont les gendarmes écriront que son haleine sentait l'alcool, s'est spontanément approché vers eux pour expliquer qu'il n'y avait pas de problème et qu'il raccompagnait son ami chez lui, car il avait trop bu. Les gendarmes lui ont indiqué qu'il fallait qu'il s'assure que son ami ne ressorte pas dans cet état d'ébriété avancé. Ils lui ont ensuite demandé l'identité de son ami et la sienne. M. B.D. a refusé de leur donner en insistant sur le fait que contrairement à ce qu'ils pouvaient penser il n'y avait aucun souci avec ses deux amis.

Il précisera devant la Commission qu'il n'a pas souhaité donner son identité ni celle de son ami de peur d'entraîner des suites et qu'il souhaitait terminer la conversation au plus vite. M. B.D. est alors reparti vers son ami. Deux gendarmes adjoints volontaires, MM. N.E. et T., sont descendus du véhicule – le troisième qui était chauffeur est resté à bord – et ont couru derrière M. B.D. sur quelques mètres.

Selon les gendarmes, ils lui ont ensuite demandé de se retourner. M. B.D. a lancé un coup de bras en arrière en tournant sur lui-même de façon à écarter le gendarme T., qui lui avait attrapé le bras. M. B.D. est parvenu à dégager son bras en se débattant. Le gendarme T. lui a ressaisi le bras et M. B.D. a continué à se débattre. Le gendarme N.E. l'a alors poussé en arrière, ce qui a provoqué son déséquilibre et l'aurait fait tomber sur les fesses. M. B.D. s'est relevé puis a commencé à tenir des propos déplacés tout en tentant de porter des coups. Les deux gendarmes l'ont saisi de force et l'ont plaqué sur le capot de leur véhicule puis au sol pour procéder à son menottage avant de le faire monter à l'intérieur du véhicule.

De son côté, M. B.D. déclare qu'au moment où il rejoignait ses amis, il a entendu la portière du véhicule des gendarmes s'ouvrir et il a immédiatement été poussé dans le dos, ce qui aurait provoqué sa chute. Seul le gendarme N.E. l'aurait saisi par le bras pour le plaquer sur

le capot du véhicule avant de l'amener au sol pour le menotter. Il affirme avoir entendu les deux autres gendarmes dire à N.E. que la situation ne méritait pas une telle action.

M. B.D. affirme avoir ensuite été violemment jeté à l'intérieur du véhicule. Il s'est retrouvé allongé sur la banquette sur le dos, les jambes dépassant légèrement du véhicule. Choqué, il a réagi en gesticulant les jambes. Il a ensuite été redressé sur le siège arrière gauche, il continuait à se débattre et il a tenté de donner des coups de tête. Le gendarme N.E. a pris place à ses côtés et lui a plaqué le visage contre la vitre. Il a tenté de se dégager de cette pression, et le gendarme N.E. lui a asséné plusieurs coups de poing au visage, notamment sur le nez et à l'arcade droite. Il a dit au gendarme N.E. qu'il était facile de le frapper alors qu'il était menotté, ce à quoi il aurait répondu qu'il n'avait pas peur de se battre et qu'il en avait tapé d'autres. M. B.D. a de nouveau gesticulé et le gendarme N.E. a utilisé un geste consistant à passer son bras autour de son épaule, ce qui a bloqué sa respiration.

Pour sa part, le gendarme N.E. a déclaré que M. B.D., bien qu'entravé, lui a porté un coup de tête au niveau de la mâchoire puis un second qu'il a réussi à parer. M. B.D. aurait ensuite tenté de saisir la bombe lacrymogène qu'il portait à la ceinture. N.E. l'a repoussé et lui a donné un coup d'arrêt au niveau du buste et l'a maintenu plaqué contre la paroi du véhicule.

A l'arrivée à la brigade de gendarmerie, il est constaté que M. B.D. présente une bosse au dessus de l'arcade droite et une coupure sur l'arrête nasale. Les gendarmes ont donc conduit l'intéressé au service des urgences du centre hospitalier de Tarare. Avant de pénétrer dans l'hôpital, M. B.D. a demandé aux gendarmes d'ôter les menottes en leur expliquant que cela le gênait vis-à-vis des personnes qui pourraient le reconnaître. Les gendarmes ont accédé à sa demande, en échange de l'assurance qu'il se tiendrait tranquille. Le médecin qui a examiné M. B.D. a délivré un certificat précisant qu'il avait constaté une petite contusion avec plaie superficielle de l'arrête du nez, une contusion du coude droit avec dermabrasion, un hématome sus orbitaire droit, l'absence d'atteinte neurologique ou de plaies crâniennes. Le médecin a conclu à une incapacité totale de travail de 2 jours.

M. B.D. a ensuite été conduit, sans qu'il ait été fait usage de menottes, à l'unité de gendarmerie de Tarare.

Les gendarmes N.E. et T. ont été entendus par l'adjudant M. à 19h00 et 19h30.

A 19h55, l'adjudant M. a notifié à M. B.D. son placement en garde à vue – mesure prenant effet à compter de 18h10 – et les droits afférents. Il a demandé à bénéficier du droit de faire aviser son père, il a renoncé à son droit d'être examiné par un médecin et à celui de s'entretenir avec un avocat. Il a été auditionné à 20h20.

A aucun moment, M. B.D. n'a été placé en cellule.

Avec l'accord du parquet, M. B.D. a été laissé libre de se retirer à 22h10, fin de sa garde à vue.

Le 5 juin 2008, le tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Saône a reconnu M. B.D. coupable des délits de rébellion et d'ivresse publique et manifeste et l'a condamné à une amende de 50 euros et à 70 heures de travaux d'intérêt général.

> AVIS

Il n'est pas contesté que les trois jeunes gens aient eu un comportement laissant supposer un début de bagarre et qu'ils fussent fortement alcoolisés. Dès lors, les conditions de l'article 78-2 du Code de procédure pénale permettant aux gendarmes de procéder au contrôle d'identité étaient remplies. Les gendarmes qui étaient en droit de demander aux jeunes de justifier de leur identité, ont simplement invité à décliner les identités sans pour autant exiger la présentation de documents.

Il n'est également pas contesté que M. B.D. ait refusé de répondre aux multiples injonctions de décliner son identité et celle de son camarade. Ce refus était de nature à justifier son interpellation.

Au vu des éléments recueillis, il n'est pas établi pas que des violences volontaires aient été perpétrées à l'encontre de M. B.D.

La Commission observe par ailleurs que les menottes ont été ôtées à la demande de l'intéressé et qu'il n'a pas été placé en cellule pendant sa garde à vue.

La mesure de garde à vue n'a pas excédé le temps nécessaire pour procéder aux auditions. Elle a été accompagnée de la notification et de l'exercice des droits y afférents, comme en témoignent les procès-verbaux signés par M. B.D.

En conclusion, la Commission ne relève aucun manquement à la déontologie.

> TRANSMISSIONS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission adresse cet avis pour information au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.

Adopté le 21 septembre 2009.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS